

**« Programme Régional
d'Accompagnement Santé Social
en direction des Populations
Jeunes Précaires »
« CRIJ CORSE »**

**NOTE DE RESTITUTION FINALE
DU PORTEUR DE PROJET**

Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative
Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse
95 avenue de France – 75650 Paris cedex 13
www.jeunes.gouv.fr/experimentation-jeunesse



INTRODUCTION

Ce projet a été financé par le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse dans le cadre de l'appel à projets n° 2 lancé en octobre 2009 par le Ministère chargé de la jeunesse.

Le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse est destiné à favoriser la réussite scolaire des élèves et améliorer l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de moins de vingt-cinq ans. Il a pour ambition de tester de nouvelles politiques de jeunesse grâce à la méthodologie de l'expérimentation sociale. A cette fin, il impulse et soutient des initiatives innovantes, sur différents territoires et selon des modalités variables et rigoureusement évaluées. Les conclusions des évaluations externes guideront les réflexions nationales et locales sur de possibles généralisations ou extensions de dispositifs à d'autres territoires.

Le contenu de cette note n'engage que ses auteurs, et ne saurait en aucun cas engager le Ministère.

Ministère de l'éducation nationale de la jeunesse et de la vie associative
Secrétariat d'État chargé de la jeunesse et de la vie associative
Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative

Mission d'animation du Fonds d'expérimentations pour la jeunesse
95, avenue de France 75 650 Paris Cedex 13
Téléphone : 01 40 45 93 22
<http://www.experimentationsociale.fr>

Pour plus d'informations sur l'évaluation du projet, vous pouvez consulter sur le site www.experimentationsociale.fr le rapport d'évaluation remis au FEJ par l'évaluateur du projet.



FICHE SYNTHÉTIQUE DU PROJET

Cette fiche doit tenir en **une seule page** et être remplie en utilisant le cadre suivant.

SANTE / Numéro du projet AP2-030
LE DISPOSITIF EXPERIMENTE
Titre : Programme Régional d'Accompagnement Santé Social en direction des Populations Jeunes Précaires
Objectifs initiaux : Créer les conditions de l'insertion sociale des individus les plus éloignés de la qualification. Il a pour finalité d'intégrer les publics 16-25 ans en formation aux différents dispositifs de droits communs d'accès aux soins, aux droits sociaux et à l'éducation à la santé.
Public(s) cible(s) : Jeunes en insertion professionnelle - Suivi Individuel : Prévisionnel : 500 Réalisé : 458 (92 %) - Animations Collectives : Prévisionnel : 500 Réalisé : 921 (184%)
Descriptif synthétique du dispositif expérimenté Bilan Santé Social et suivi individuel > Orientations vers dispositifs droit commun santé / Social > Animations collectives d'éducation à la santé
Territoire(s) d'expérimentation : Tout le territoire de la Région Corse, dont plus spécifiquement : <ul style="list-style-type: none">- Zones urbaines (Bastia, Ajaccio, Calvi, Corté, Sartène, Porto-Vecchio)- Zones urbaines sensibles (Bastia Quartiers Sud, Ajaccio Cannes/Salines)- Zones rurales (Balagne, Plaine Orientale, Corté-Centre, Valinco, Grand Sud)
Valeur ajoutée du dispositif expérimenté : Le dispositif expérimenté améliore l'information et l'orientation vers les dispositifs de droits communs (accès aux soins, aux droits sociaux) pour favoriser une meilleure insertion professionnelle.
Partenaires techniques opérationnels : (1) Partenaires initialement indiqués dans le projet : Mission Locale, Resado 2B, UMAPP, CMP 2B et 2A, ANPAA 2B et 2A, CDAD 2B et 2A, PJJ 2B et 2A, A Leia, Sécurité Routière (2) Partenaires effectifs de l'expérimentation : Resado 2B, UMAPP, CMP 2B et 2A, ANPAA 2B et 2A, CDAD 2B et 2A, PJJ 2B et 2A, Aiatu Corsu, CPAM 2B, Conseil Général 2A, Sécurité Routière
Partenaires financiers (avec montant): <ul style="list-style-type: none">- Collectivité Territoriale de Corse : 45 000,00 € (Subvention Mission Première CRIJ)- CPAM de la Haute Corse : 60 000,00 € (Contribution Volontaire en Nature)
Durée de l'expérimentation (1) Durée initiale : 12 mois (2) Durée effective : 12 mois
LE PORTEUR DU PROJET
Nom de la structure : CRIJ CORSE Type de structure : Association Loi 1901
L'ÉVALUATEUR DU PROJET
Nom de la structure : Elie Gallon Consultant Type de structure : Travailleur Indépendant du Privé



PLAN DE LA NOTE DE RESTITUTION

Introduction	page 6
I - Rappel des objectifs et du public visé par l'expérimentation	page 7
A. Objectifs de l'expérimentation	page 7
B. Public visé et bénéficiaires de l'expérimentation	page 7
<i>Annexe 1</i>	page 8
II - Déroulement de l'expérimentation	page 13
A. Actions mises en œuvre	page 13
1) Action Accès aux soins et droits sociaux	page 13
2) Action Prévention Addictions (Tabac, Alcool)	page 17
3) Action Prévention Sexualité Responsable et IST	page 19
4) Action Santé Mentale et Estime de Soi	page 21
5) Action Prévention Equilibre Alimentaire	page 24
6) Action Prévention Cyberdépendance (Téléphonie, Réseaux Sociaux, Jeux en ligne)	page 26
<i>Annexe 2</i>	page 28
B. Partenariats	page 30
C. Pilotage de l'expérimentation	page 34
III - Enseignements généraux de l'expérimentation	page 35
A. Analyse du dispositif expérimenté	page 35
B. Enseignements et conditions de transférabilité du dispositif	page 36
1) Public Visé	page 36
2) Actions menées dans le cadre du dispositif testé	page 36
3) Partenariats, coordination d'acteurs et gouvernance	page 37
4) Impacts sur la structure	page 38
Conclusion :	page 38
<i>Annexe 3</i>	page 39

Introduction :

Au titre de son rôle naturel d'observatoire de la jeunesse en Région Corse et de ses diverses missions d'accueil et d'information auprès des jeunes publics, le CRIJ Corse a pu quantifier des contraintes sanitaires et sociales qui pouvaient remettre en cause l'efficacité des parcours d'insertion professionnelle pour des jeunes en situation précaire.

C'est surtout, au plan régional, l'inégalité d'accès aux dispositifs de droit commun dans le domaine de l'accès aux soins et aux droits sociaux qui semblait handicaper les jeunes les plus éloignés de la qualification. La mission d'orientation professionnelle et de recueil de données sociales dévolue au réseau AIO ne peut en aucune manière se substituer à un véritable contrôle médical et une assistance sociale pouvant repérer toutes problématiques éventuelles et garantir un parcours d'insertion professionnelle dans de meilleures conditions. Par souci d'équité, c'est un manque que le CRIJ Corse a voulu combler en insérant un dispositif d'accompagnement santé social, complémentaire de l'orientation professionnelle et du parcours d'insertion et/ou de professionnalisation.

Dans ce contexte, le cadre de l'expérimentation proposé par le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse était intéressant à plus d'un titre pour le CRIJ Corse, car il pouvait permettre à travers un dispositif d'expérimentation spécifique :

- De quantifier plus précisément les difficultés d'accès aux dispositifs de droit commun observées par le CRIJ Corse concernant les jeunes précaires.
- De tester à grande échelle, au plan régional, un dispositif d'accompagnement alliant des dispositifs individuels (Bilan Santé Social) et collectifs (Animations de Santé)
- De mesurer le degré d'implication des partenaires concernés et les disparités au niveau du maillage territorial des réseaux professionnels.
- De faire évaluer la pertinence du dispositif d'accompagnement et d'examiner à partir d'une évaluation externe les conditions de sa reproductibilité dans d'autres régions.

Le Programme Régional d'Accompagnement Santé Social à destination des jeunes précaires, proposé par le CRIJ Corse a démarré comme prévu le 11 octobre 2010.

Concernant les bénéficiaires directs, les accompagnements individuels se sont terminés le 30 juin 2011, et les animations collectives le 15 novembre 2011. Le dispositif a concerné l'ensemble du territoire de la Région Corse (6 zones urbaines et 5 zones rurales). Les bénéficiaires sont issus de 11 centres de formations différents (Parcours d'insertion), 2 C.F.A et 2 C.F.A.A.

Concernant les bénéficiaires indirects, notamment les actions de sensibilisation à destination des professionnels, elles se sont déroulées du 27 avril 2011 au 15 décembre 2011.

Pour des raisons liées aux contraintes des deux animateurs (Marcel Rufo, Yann Leroux) les réunions régionales de synthèse des travaux initialement programmées en décembre 2011 ont été reportées et réalisées au cours du 1^{er} trimestre 2012.

I. Rappel des objectifs et du public visé par l'expérimentation

A. Objectifs de l'expérimentation

L'objectif de l'expérimentation est – dans une logique d'accompagnement - de créer les conditions de l'insertion sociale des individus les plus éloignés de la qualification. Il a pour finalité - dans un principe d'équité - d'intégrer les publics 16-25 ans en formation aux différents dispositifs de droits communs pour :

- améliorer l'accès à l'information,
- améliorer le taux et la qualité du recours aux soins généralistes
- améliorer le taux et la qualité des moyens d'accueil et d'écoute des jeunes en souffrance psychologique ainsi que le recours aux soins de santé mentale
- améliorer le nombre et la qualité des actions de prévention et d'éducation pour la santé des jeunes et avec les jeunes
- favoriser une meilleure coordination des moyens opérationnels des réseaux de santé publique et médico-sociaux.

B. Public visé et bénéficiaires de l'expérimentation (analyse quantitative et qualitative)

1. Public visé :

Le public cible est constitué par les jeunes de moins de 25 ans relevant de dispositifs de droit commun de la formation professionnelle définis dans le cadre du plan régional de formation sous l'égide de la Collectivité Territoriale de Corse. Le dispositif concerne uniquement les jeunes identifiés par le CRIJ de Corse comme relevant d'une part de l'apprentissage (1^{ère} Année CAP), d'autre part des plates-formes d'insertion (stagiaires de la Formation Professionnelle).

Nombre de bénéficiaires prévus : 500 (cf. Convention p 19)

Le public cible ne différerait pas du public cible habituel.

Le dispositif a concerné toute la Région Corse (6 zones urbaines et 5 zones rurales). Les bénéficiaires étaient issus de 11 centres de formation différents, 2 CFA et 2 CFAA.

2. Bénéficiaires directs :

2.1. Statistiques descriptives

Il y a deux types de bénéficiaires, les apprentis en CFA et les stagiaires en Parcours d'Insertion. L'identification des bénéficiaires est automatiquement liée à l'orientation de jeunes par la Mission Locale vers les parcours d'insertion. Les apprentis de 1^{ère} année en CFA sont bénéficiaires selon le souhait de la Collectivité Territoriale de Corse qui ne souhaite pas voir le dispositif étendu à la seconde année. Le nombre d'apprentis vus par le CRIJ Corse a été augmenté pour les besoins de l'expérimentation.

Annexe 1 - Public visé par l'expérimentation
Nombre et caractéristiques des bénéficiaires et territoire d'intervention

Numéro du projet	AP2_30
------------------	--------

	Bénéficiaires prévus pour toute la durée de l'expérimentation	Bénéficiaires entrés l'année 1	Bénéficiaires entrés l'année 2	Bénéficiaires entrés l'année 3	Bénéficiaires entrés pendant toute la durée de l'expérimentation
Nombre de bénéficiaires directement touchés par l'action					
Jeunes	500	346	112		458
Adultes					
Nombre total de bénéficiaires	500	346	112		458
Nombre d'abandons ou exclusions	0	0	0		0

	Bénéficiaires prévus pour toute la durée de l'expérimentation	Bénéficiaires entrés pendant toute la durée de l'expérimentation
Nombre de bénéficiaires directement touchés par l'action à l'entrée du dispositif, par caractéristiques		
1. Jeunes		
Âge		
Moins de 6 ans	0	0
6-10 ans	0	0
10-16 ans	0	0
16-18 ans	275	259
18-25 ans	225	199
Autres : (préciser)	0	0
Autres : (préciser)	0	0
Situation		
Elèves en pré-élémentaire	0	0
Elèves en élémentaire	0	0
Collégiens	0	0
Lycéens en LEGT	0	0
Lycéens en lycée professionnel	0	0
Jeunes apprentis en CFA	400	318
Étudiants du supérieur	0	0
Demandeurs d'emploi	0	0
Actifs occupés	0	0
Autres : Stagiaires relevant des actions d'insertion vers l'emploi	100	140
Autres : (préciser)	0	0
Niveau de formation		
Niveau VI	25	18
Niveau V bis	275	241
Niveau V	150	136
Niveau IV	50	63
Niveau III à I	0	0
Sexe		
Filles	200	171
Garçons	300	287
2. Adultes		
Qualité		
Parents	0	0
Enseignants	0	0
Conseillers d'orientation-psychologues	0	0
Conseillers principaux d'éducation	0	0
Conseillers d'insertion professionnelle	0	0
Animateurs	0	0
Éducateurs spécialisés	0	0
Autres : (préciser)	0	0
Autres : (préciser)	0	0

	Prévision initiale	Réalisation
Autre information concernant les bénéficiaires directement touchés par l'action à l'entrée du dispositif		
1. Les jeunes bénéficiaires sont-ils inscrits et suivis par la mission locale (ML) ?		
Oui, tous les bénéficiaires directs sont inscrits et suivis par la ML Oui, une partie des bénéficiaires directs est inscrite et suivie par la ML Non, aucun bénéficiaire direct n'est inscrit et suivi par la ML	Oui, une partie des bénéficiaires directs est inscrite et suivie par la ML	Oui, une partie des bénéficiaires directs est inscrite et suivie par la ML
Echelle et territoire d'intervention de l'action mise en place		
1. L'action que vous menez dans le cadre de cette expérimentation est-elle à l'échelle :		
Communale (une ou plusieurs communes dans un même département) Départementale (un ou plusieurs départements dans une même région) Régionale (une seule région) Inter-régionale (2 et 3 régions) Nationale (plus de 3 régions) ?	Régionale	Régionale
2. Votre territoire d'intervention inclut-il des quartiers "politique de la ville" ?		
Oui, la totalité de mon territoire d'intervention est en quartiers politique de la ville Oui, une partie de mon territoire d'intervention est en quartiers politique de la ville Non, mon territoire d'intervention n'inclut pas de quartiers politique de la ville	Oui, une partie de mon territoire	Oui, une partie de mon territoire

Remarques
Le démarrage tardif du plan de formation régional 2010-2011 a entraîné une modification de la répartition entre Apprentis et Stagiaires initialement prévue

2.2. Analyse qualitative

Nombre de bénéficiaires directs effectivement concernés par le projet :

	Stagiaires	Apprentis	Total
Corse du Sud	45	183	228
Haute Corse	95	135	230
Totaux	140	318	458

Le différentiel de répartition entre les stagiaires et apprentis selon le département concerné s'explique par un démarrage très tardif des parcours d'insertion en Corse du Sud (décembre 2010). Ce retard technique combiné à des problèmes de gestion de personnels (démissions) au sein du CRIJ Corse ont altéré l'organisation du travail liée à l'expérimentation, ce qui explique que l'objectif initial de 500 bénéficiaire n'ait pas été atteint. Le différentiel de 8% est cependant à relativiser car il n'impacte pas le groupe cible.

Les caractéristiques des publics cibles n'ont pas varié de façon significative par rapport au prévisionnel. On relève de légers différentiels de répartition (Sexe, âge, Niveaux d'études) mais qui ne dépasse pas le cadre raisonnable d'une fourchette d'erreur (+ ou - 5%) pour un prévisionnel.

En Corse du Sud plus d'apprentis ont été vus qu'en Haute Corse pour les raisons précitées. En Haute-Corse plus de stagiaires ont été vus qu'en Corse du Sud car les stages d'insertions ont démarré à la date prévue (octobre 2010) et on compte 7 centres concernés en Haute Corse, contre 4 en Corse du Sud. Cette répartition est aléatoire d'une année sur l'autre en fonction des priorités et objectifs définis par le plan régional de formation.

Le prescripteur du dispositif pour les stagiaires est la Mission Locale qui positionnait automatiquement les jeunes orientés en parcours d'insertion vers le dispositif expérimental, et ce, uniquement parce que la Collectivité Territoriale de Corse le lui a demandé. Pour les apprentis, les CFA ont été les prescripteurs directs, compte tenu de la régularité des relations de travail avec le CRIJ Corse et du cadre d'intervention de l'expérimentation définie en comité de pilotage avec le service de la formation professionnelle de la Collectivité Territoriale de Corse.

La mise en oeuvre de ce dispositif dans un cadre expérimental a eu des effets contradictoires. En effet, le principe de l'expérimentation et de l'évaluation a favorisé une meilleure implication de certains partenaires (Assemblée de Corse et Centres de Formations notamment) et a augmenté nettement le nombre de suivis individuels de jeunes effectués ordinairement par le CRIJ Corse. A contrario il a aussi provoqué la mise en retrait d'un partenaire. En effet, dès lors que la philosophie de l'expérimentation et la méthodologie de l'évaluation ont été explicitées à la Mission Locale, celle-ci n'a pas voulu participer au pilotage du projet pour des raisons éthiques. Même si le mode de repérage n'a pas été impacté (sur demande de la C.T.C), la communication a été affaiblie du fait de l'importance du rôle de la Mission Locale dans tout dispositif concernant les 16-25 ans.

L'expérimentation a permis d'avoir une meilleure connaissance du public jeune ciblé pour plusieurs raisons. L'importance du groupe cible a permis d'affiner les données sociales et sanitaires que possédait déjà le CRIJ Corse sur d'autres dispositifs, relevant de la prévention notamment. Enfin, l'importance exceptionnelle du nombre d'animations de santé publiques financées par le FEJ a permis de rencontrer plus de 900 jeunes et de recueillir des données plus fiables sur les représentations et comportements sur de nombreuses thématiques (addictions, nutrition, sexualité, mal-être).

3. Bénéficiaires indirects

3.1. Statistiques descriptives

Deux animations spécifiques sur le mal-être des jeunes (équipes mobiles pluridisciplinaires et Cyberdépendance) reposaient sur un travail collectif avec des professionnels encadrant ou suivant des adolescents et pouvant contribuer à améliorer le dispositif expérimental.

La première animation s'adressait à des partenaires opérationnels institutionnels, aux centres de formation et aux professionnels de santé, qui ont été sélectionnés à partir de critères définis avec le Pr Marcel Rufo.

La seconde animation s'adressait à des personnels Education Nationale, animateurs d'espaces multimédia et professionnels de santé, qui ont été sélectionnés à partir de critères définis conjointement avec notre partenaire opérationnel de l'action, le Resado2B.

<i>Bénéficiaires indirects</i> « Action équipe mobiles pluridisciplinaire »	<i>Bénéficiaires</i> <i>Prévus</i>	<i>Bénéficiaires</i> réels
<i>Partenaires opérationnels Institutionnels</i>	6	3
- <i>Collectivité Territoriale de Corse, Conseils Généraux</i>	4	2
- <i>Etat</i>	2	1
<i>Centre de Formation</i>	20	13
- <i>CFA, CFAA</i>	4	2
- <i>Centre de formation</i>	16	11
<i>Professionnels de Santé</i>	10	6
- <i>Medecins, Spécialistes</i>	5	5
- <i>Infirmiers</i>	5	1

<i>Bénéficiaires indirects</i> « Action Cyberdépendance »	<i>Bénéficiaires</i> <i>Prévus</i>	<i>Bénéficiaires</i> réels
<i>Personnels Education Nationale</i>	60	33
- <i>Infirmières scolaires</i>	40	28
- <i>Assistantes sociales E.N</i>	20	6
<i>Animateurs d'Espaces Multimédia</i>	20	7
- <i>PAM</i>	15	5
- <i>Point Cyb</i>	5	2
<i>Professionnels de Santé</i>	20	10
- <i>Medecins, Spécialistes</i>	10	7
- <i>Animateurs de prévention</i>	5	3
- <i>Infirmiers</i>	5	1

3.2. Analyse qualitative

Nombre de bénéficiaires indirects effectivement concernés par le projet :

	Action Mobilité Mal être / Marcel RUFO	Action Cyberdépendance / Yann Leroux	Total
Corse du Sud	10	23	33
Haute Corse	12	27	39
Totaux	22	50	72

Les caractéristiques des bénéficiaires indirectes ont changé par rapport au prévisionnel, ils ont été redéfinis par nos partenaires opérationnels (Marcel Rufo, Yann Leroux, Resado2B) qui par soucis d'efficacité ont restreint le champ des professionnels qui devaient être ciblés par ces deux actions.

Si les niveaux de fréquentation, bien en deçà de ce que l'on pouvait espérer, sont identiques dans les deux départements, les caractéristiques des professionnels varient d'un département à l'autre. Sur l'action « équipes mobiles pluridisciplinaires » on relève une forte implication des centres de formation en Haute Corse et une non participation exceptionnelle en Corse du Sud. Sur l'action « cyberdépendance » on constate de même une bonne participation des professionnels de Santé en Haute Corse, alors qu'un seul s'est déplacé en Corse du Sud.

La mise en oeuvre de ces actions à destination de professionnels dans un cadre expérimental n'a pas eu d'incidence particulière, ces derniers étant toujours demandeurs de formations, de lieux d'échanges et toutes actions visant à améliorer les pratiques professionnelles. A contrario, il est possible que les problèmes de gestion de personnels du CRIJ Corse (changements répétés d'interlocuteurs) aient pu provisoirement déstabiliser des professionnels envers le porteur de projet ce qui pourrait être un élément d'explication sur le taux de non participation important et inhabituel.

L'expérimentation, et l'action de Marcel Rufo notamment, a permis de mieux se représenter les difficultés de mises en oeuvre des parcours d'insertion par les équipes de formateurs qui se retrouvaient souvent en situation de palier tantôt au métier d'éducateur, d'assistante sociale ou de psychologue. L'idée d'une équipe mobile pluridisciplinaire, même à titre expérimentale, qui pallierait aux carences des dispositifs de droits communs dans les domaines sanitaires et sociales a été validée par les centres de formation. L'expérimentation a également permis de mieux mesurer les disparités de moyens et de travail en réseaux entre professionnels entre les zones urbaines et les zones rurales.

II. Déroulement de l'expérimentation

L'expérimentation s'est déroulée à partir de trois types d'actions :

- Une action d'accompagnement individuelle, débutant par un Bilan Santé Social et pouvant déboucher sur une orientation vers des professionnels de santé et/ou un suivi personnalisé.
- Des actions collectives de sensibilisation des jeunes aux problématiques de santé : Sexualité et IST, Addictions, Santé mentale, Nutrition, Cyber-Prévention (Internet, Téléphonie)
- Des actions en direction des professionnels : Réseau de santé mentale et équipes mobiles pluridisciplinaire, Cyber-Prévention.

Ces actions étaient complétées par deux niveaux de coordination avec les différents partenaires du projet ; la mise en place d'un comité de pilotage du dispositif d'une part (Cf. section II.C.) et la participation à des comités de suivi intermédiaires (CLOS) dans les centres de formations concernés par le dispositif d'autre part.

Durant plusieurs années, le CRIJ Corse a mis en oeuvre une mission d'Accompagnement Santé Social concernant un nombre limité de jeunes en Région Corse. L'expérimentation a permis de généraliser et d'étendre cette mission à tout le public cible dans un but d'optimisation, d'évaluation et de transférabilité.

A. Actions mises en oeuvre

1) Action Accès aux soins et droits sociaux

Phase de préparation

La préparation de cette action a débuté dès le mois de juillet 2010 par un travail de veille concernant la publication du Plan Régional de Formation par la Collectivité Territoriale de Corse. En effet ce document stratégique permet de connaître l'attribution des lots par centre de formation dans toute la région corse, d'être informé des modifications éventuelles des dispositifs de formation et de connaître précisément le nombre de jeunes stagiaires qui pourront être ainsi effectivement concernés par le dispositif de l'expérimentation. Cette mission de veille n'a pas mobilisé de moyens spécifiques dans le cadre de l'expérimentation car cela fait partie des missions premières du CRIJ Corse.

Exceptionnellement durant l'année 2010, du fait d'un changement de majorité politique à l'assemblée de Corse, la publication des formations existantes s'est déroulée progressivement à partir du 1^{er} septembre 2010 seulement. Certains stages de formation en Corse du Sud n'ont pu être identifiés que le 20 décembre 2010 par le CRIJ Corse.

Du 1^{er} septembre 2010 au 20 octobre 2010, l'équipe du CRIJ Corse a mené un travail d'explication en direction de ses partenaires opérationnels (Jeunes, Mission Locale, Resado 2B, UMAPP, ANPAA 2B et 2A, PJJ 2B et 2A, Sécurité Routière, Centres de formations).

Un travail de préparation en interne a également été effectué pour permettre aux personnels du CRIJ Corse concernés et non concernés par le dispositif d'intégrer les répercussions de l'expérimentation sur l'organisation du travail et les autres missions assurées habituellement par le porteur du projet.

La phase de préparation a principalement mobilisé la Directrice du Projet, Mme Christine Guerrini, Directrice du CRIJ Corse, le Chef de projet, Mr Didier Ramelet-Stuart, coordinateur régional santé et Mme Sandrine Mezzadri Statisticienne.

Une première difficulté majeure est apparue durant cette phase de préparation, la Mission Locale ayant refusé de s'associer au pilotage du dispositif, arguant du caractère non éthique et discriminant du dispositif de l'expérimentation que nous lui avons présenté. Dès lors, si sa collaboration concernant l'orientation des stagiaires vers les Bilan Santé Social était garantie pour les groupes cibles, nous avons essuyé un refus catégorique quant à l'orientation de groupes témoins qui auraient été issus de ses publics accueillis mais non positionnés sur les stages de formation.

Phase de lancement

L'action d'accompagnement individuel vers les soins et droits sociaux a débuté le 20 octobre 2010. En Haute Corse les Bilans Santé Sociaux ont été effectués aussi bien dans les centres de formation que dans les CFA par le coordinateur régional santé, Didier Ramelet-Stuart.

En Corse du Sud la situation a été beaucoup plus complexe à gérer. Gisèle Thierry, conseillère d'orientation a effectué des entretiens au sein des CFA. Concernant les stagiaires et une autre partie des apprentis, Stellio Leca, animateur santé social, a débuté l'action mais a démissionné de son poste. Sa remplaçante, Kathy Mairel, sur la même fonction, a effectué une douzaine d'entretiens et a également quitté son poste. Finalement un deuxième recrutement a permis de stabiliser le déroulement de l'action. Diane Bedu-Pasqualaggi, animatrice santé social, a pu assurer par la suite aussi bien les entretiens individuels concernant les groupes cibles que ceux concernant les groupes témoins pour les besoins de l'évaluation.

Dès les premiers entretiens, Sandrine Mezzadri, Statisticienne, a pu commencer la saisie des données recueillies auprès des stagiaires et des apprentis.

Les entretiens en Bilan Santé Social ont été réalisés à partir de deux questionnaires distincts pour les stagiaires et les apprentis. (voir annexes 4 et 5). Ce sont les seuls outils utilisés pour l'exécution de cette action. La production de ces documents et la mise en place du planning pour les entretiens dans les différents centres de formation a mobilisé un travail de secrétariat assuré par Rahma Lackhar en Haute Corse et Josée Savelli en Corse du Sud.

En Haute Corse, à chaque démarrage d'une formation le CRIJ Corse a été associé systématiquement au CLOS (Comité Local d'Organisation et de Suivi) permettant une meilleure coordination avec les partenaires encadrants les dispositifs. En Corse du Sud la Mission Locale n'a pas associé le CRIJ Corse à ces CLOS, ce qui a été signalé au service de la formation professionnelle de la Collectivité Territoriale de Corse. L'impact négatif de ce manque de coordination a été limité, le CRIJ Corse s'étant directement positionné dans les centres. De plus, le nombre de places de stages disponibles était 2 fois plus élevé en Haute

Corse qu'en Corse du Sud (7 centres de formation concernés par le dispositif en Haute Corse contre 4 en Corse du Sud).

Les centres de Formations se répartissaient comme suit :

Centre de Formation	Commune	Département
FALEP 2A	Ajaccio	Corse du Sud
ID Formation	Ajaccio	Corse du Sud
J.S.F	Porto Vecchio	Corse du Sud
ID Formation	Porto Vecchio	Corse du Sud
CFM (CFA)	Ajaccio	Corse du Sud
CFAA	Sartène	Corse du Sud
ID Formation	Bastia	Haute Corse
ID Formation	Calvi	Haute Corse
ID Formation	Corté	Haute Corse
ID Formation	Ghisonaccia	Haute Corse
Alpha Formation	Bastia	Haute Corse
Sigma Formation	Bastia	Haute Corse
CCI / IMF	Borgo	Haute Corse
CFA	Furiani	Haute Corse
CFAA	Borgo	Haute Corse

La méthodologie d'action a été scrupuleusement respectée.

Les apprentis sont passés par la médecine du travail, dont la visite obligatoire conditionne leur contrat de travail. Le Bilan Santé Social a été réalisé par les personnels du CRIJ dans les différents CFA et CFAA de la Région Corse.

Concernant les stagiaires, il faut distinguer deux parcours départementaux :

- En Haute Corse, les bilans de santé ont été réalisés au Centre d'Examen de santé de la CPAM de la Haute Corse et le CRIJ était sur place pour réaliser les Bilan Santé Social.
- En Corse du sud, les bilans de santé ont été réalisés dans les Centres de planning familiaux, et le CRIJ Corse s'est déplacé dans les centres de formation pour réaliser le Bilan Santé Social.

A l'issu de tous les entretiens avec les jeunes, toutes les orientations utiles vers des dispositifs de droit commun classique (réseaux de santé publique, secteur médico-social, secteur social) ont été effectuées.

Tous les stagiaires et apprentis suivis par le CRIJ ont été informés qu'ils pouvaient contacter leur référent CRIJ (celui qui a réalisé l'entretien) à tout moment en cas de besoin, ou à défaut le coordinateur régional de Santé.

Les questionnaires de bilan santé social et les fiches-navettes médicales communiquées par les médecins ont été regroupés au CRIJ. Elles conservent un caractère strictement confidentiel et leur saisie est anonymisée par la statisticienne du CRIJ.

Conformément a ce qui avait été définit pour les besoins de l'évaluation, les Bilans Santé Social ont été terminés à la date du 31 mars 2011, l'objectif du groupe cible ayant été atteint à 92 %.

Les mêmes personnels du CRIJ précédemment cités ont été aussitôt mobilisés pour la réalisation des entretiens avec les groupes témoins, pour les seuls besoins de l'évaluation. Un questionnaire spécifique a été utilisé (Cf. Annexe 6).

En dépit du bon accueil des nouveaux partenaires (Lycée Maritime, AFPA, IMF, etc...) que nous avons contacté pour constituer des groupes témoins distincts des groupes cibles, il n'a pas été possible de trouver des effectifs conformes aux prévisions. Les principaux opérateurs qui reçoivent et orientent des jeunes publics vers des dispositifs d'insertion (Mission Locale, Centre d'Aide à la Décision) ont refusé de participer à l'expérimentation, ce qui a pénalisé très significativement la constitution des groupes témoins. Les problèmes de gouvernance interne au CRIJ Corse n'ont pas permis de débloquer cette situation.

A partir du 4 avril 2011 ont débuté également les seconds entretiens avec le groupe cible. Il a été très laborieux pour les personnels du CRIJ d'arriver à retrouver les jeunes en centre de formation ou à les joindre téléphoniquement, ce qui a engendré un surcroît d'activité. On a relevé un taux d'absentéisme hors norme dans les centres de formation durant l'année 2011, difficulté que ne pouvait pas anticiper le CRIJ dans son prévisionnel d'effectifs cibles. L'approche de la saison estivale a aggravé cette tendance dès le mois de mai. Les derniers entretiens de groupes cibles ont eu lieu le 27 octobre 2011.

Phase d'achèvement

A partir du 5 septembre 2011, dans un premier temps, la statisticienne du CRIJ a rassemblé toutes les données régionales et a effectué différentes opérations de traitement utiles pour les besoins de l'évaluation. Ces opérations ont été réalisées à l'aide du logiciel SPSS.

Les échanges d'information avec l'évaluateur ont été retardés sensiblement par une situation très confuse au niveau de la gouvernance du CRIJ Corse qui a engendré la démission de sa Directrice le 11 octobre 2011. Ce sont essentiellement le chef de projet et l'animatrice santé sociale de l'antenne du CRIJ d'Ajaccio qui ont traité les demandes de l'évaluateur concernant les données issues de cette action.

Cette action s'est achevée le 13 décembre 2011, date du dernier élément d'information communiqué à l'évaluateur concernant le taux d'abandon des apprentis inscrits en première année. Malgré les très nombreuses difficultés nouvelles auxquelles a été confronté le CRIJ Corse précisément pendant le déroulement de l'expérimentation on peut considérer que l'action a atteint ses objectifs dans une grande mesure. Les disparités de répartition et de démarrage des offres de formation sur le territoire régional auraient pu déséquilibrer toute la méthodologie de l'action et de l'évaluation. Le CRIJ a donc réajusté ses ciblage (Plus d'apprentis en Corse du Sud, plus de stagiaire en Haute Corse) pour concilier à la fois le respect du calendrier de mise en oeuvre des actions, les méthodologies opérationnelles et liées à l'évaluation de l'action mais aussi les exigences des co-financeurs relatives à un cahier des charges précis. In Fine c'est l'action qui mobilisé de manière écrasante les ressources humaines et matériels du CRIJ Corse durant les deux années de l'expérimentation.

2) Action Prévention Addictions (Tabac, Alcool)

Phase de préparation

Le repérage du prestataire régional, l'ANPAA 2A et 2B, avait été fait en amont. Les devis demandés avaient été obtenus. Alors que l'expérimentation allait débiter il n'a pas été possible de signer une convention de prestation de service avec ce partenaire traditionnel du CRIJ, du moins au cours de la première année de l'expérimentation. Le CRIJ ayant déjà positionné des animations prévues en Haute Corse, il a fallu dans l'urgence trouver une solution alternative et provisoire pour effectuer les mêmes animations d'éducation à la santé normalement dévolues à l'ANPAA. La Directrice du projet a donc positionné un infirmier addictologue issu du Centre Hospitalier de Bastia, Mr Christian Sain, sur les actions de prévention TABAC/ALCOOL. Elle a en outre demandé au chef de projet, Mr Didier Ramelet-Stuart, qui a été formé spécifiquement par l'ANPAA à cet effet en 2009, d'assurer 2 actions de prévention ALCOOL en complément.

Les seules ressources mobilisées dans cette phase se répartissent en un temps de travail de coordination et de planification reposant essentiellement sur la Directrice du Projet et sur le Chef de Projet, également acteur de prévention. Il n'y a pas eut de difficulté particulière dans cette mission, les actions de prévention en addictions sont identifiées et bien accueillies par les partenaires du CRIJ.

Phase de lancement

Les premières animations collectives ont débuté le 8 novembre 2010 en Haute Corse. Durant la première année de l'expérimentation elle ont été réparties comme suit :

Centre de formation	Animateur	Thématique	Nb d'animation
CFA Furiani	Christian Sain	Alcool	1
CFA Furiani	Christian Sain	Tabac	1
CFFA Borgo	D. Ramelet-Stuart	Alcool	1
ID Formation Calvi	Christian Sain	Tabac	1
ID Formation Calvi	D.Ramelet-Stuart	Alcool	1

Aucune action n'a pu être programmée en Corse du sud compte tenue du démarrage tardif des stages de formation. La première animation au CFA de Furiani a bénéficié d'un reportage sur la Radio France Bleue.

Les outils mis en oeuvre n'ont pas nécessité d'investissement particulier. Le CRIJ qui héberge au sein de son siège bastiais la Maison de la Sécurité Routière dispose de tout le matériel d'animation nécessaire pour les animations de prévention alcool. L'antenne d'Ajaccio du CRIJ ne disposait pas de ce matériel. La documentation INPES Tabac et Alcool, ainsi qu'un support régional sur les poly consommation ont été distribués par le CRIJ (aucun coût).

Les ressources mobilisées au début de l'action se sont réparties entre un prestataire externe d'une part et la mobilisation d'un salarié compétent sur deux journées d'animations d'autre part.

Dès le mois de janvier 2011 la situation s'est débloquée avec l'ANPAA, devenue entre temps, une entité régionale. Seule le Prestataire a été mobilisé pour assurer la continuité de l'action. Les animations ont été programmées durant la durée de l'expérimentation et se sont réparties comme suit en 2011.

Centre de formation	Animateur	Thématique	Nb d'animation
ID Formation Ghisonaccia	ANPAA	Tabac	2
FALEP 2A Ajaccio	ANPAA	Tabac	1
FALEP 2A Ajaccio	ANPAA	Alcool	1
CFA Propriano	ANPAA	Alcool	1
CFA Sartène	ANPAA	Alcool	1
CFA Ajaccio	ANPAA	Tabac	1
CFA Ajaccio	ANPAA	Alcool	1
CFA Furiani	ANPAA	Alcool	2
CFA Furiani	ANPAA	Tabac	1
CFA Porto Vecchio	ANPAA	Tabac	1
CFAA Borgo	ANPAA	Tabac	1
ID Formation Ajaccio	ANPAA	Alcool	1
ID Formation Ajaccio	ANPAA	Tabac	1
ID Formation Calvi	ANPAA	Tabac	1
ID Formation Calvi	ANPAA	Alcool	1

Jamais le CRIJ Corse n'avait positionné autant d'animations de santé sur la thématique Alcool/Tabac au cours d'une seule année. Cette offre largement répartie sur tout le territoire de la région Corse peut être perçue comme un effet très positif de l'expérimentation. Ce sont au total 270 apprentis et 63 stagiaires qui ont pu bénéficier de ces séances d'éducation à la santé (l'objectif prévisionnel était de 100 jeunes).

Outre le travail de secrétariat nécessaire à la planification des actions, il est arrivé à plusieurs reprises que le prestataire ANPAA soit accompagné par le chef de projet du CRIJ sur les lieux d'intervention. Au niveau des outils, l'ANPAA disposait de questionnaires d'évaluation des animations spécifiques (Cf. Annexes 7a et 7b), mais n'a pas transmis d'évaluation globale.

Phase d'achèvement

Un premier bilan interne avait été élaboré pour le compte de la Collectivité Territoriale de Corse le 30 mai 2011. Ce rapport a été réalisé sur la base des informations communiquées par l'ANPAA et les centres de formation, en mobilisant le chef de projet. Il en ressort que ces actions impactent les représentations et amènent parfois à des sollicitations de la part des jeunes pour des rendez-vous individuels.

Concernant l'Alcool, aussi bien les stagiaires que les apprentis, sont toujours surpris par les conséquences de l'alcool sur le métabolisme et la durée de la courbe d'alcoolémie. La prise de conscience est réelle et souligne la pertinence des actions, mais ne permet pas d'extrapoler sur un changement de comportements.

Concernant le Tabac, les demandes de rendez-vous individuels pour un sevrage tabagique ont été surtout recensées chez les apprentis.

L'action s'est achevée le 15 novembre 2011

3) Action Prévention Sexualité Responsable et IST

Phase de préparation

Depuis de nombreuses années le CRIJ Corse positionne des actions de prévention sur cette thématique et en particulier autour de la journée mondiale de lutte contre le sida, chaque 1^{er} décembre. Par ailleurs, un prestataire spécialisé dans l'animation collective en santé publique en direction des jeunes avait une longue relation de travail avec le CRIJ (il s'agit de l'association Olympio). Pour cette action également, il n'y a pas eu de ressources particulières à mobiliser.

Celle-ci étant obligatoirement programmée autour du 1^{er} décembre 2010, Le chef de projet, Mr Ramelet Didier-Stuart et l'animateur Santé Social d'Ajaccio ont consacré un temps de travail de coordination et de planification des différentes animations. Il n'a pas été nécessaire de présenter l'outil d'animation « Emoi et Toi » du prestataire déjà bien identifié en Région Corse que ce soit dans les établissements relevant de l'Education Nationale où dans les différents centres de Formation.

Phase de lancement

En toute logique, l'action a débuté le 25 novembre 2010. La mise en oeuvre de cette action s'est heurtée à des difficultés pratiques liées au calendrier de démarrage et/ou aux contraintes pédagogiques des Centres de Formation. En Corse du Sud aucun stage de formation n'était engagé, en Haute Corse aucun centre ne pouvait programmer une animation en démarrage de stage. Par conséquent l'action a uniquement concerné des apprentis par rapport au public cible initialement prévu. Les années précédentes cette situation ne s'étant pas posée, le CRIJ Corse n'a pas pu l'anticiper.

Le prestataire Olympio étant mobilisé, afin d'optimiser son temps de présence, la Directrice de projet a décidé de réaffecter les animations initialement prévues vers les stagiaires en direction de Lycéens.

Les animations conformes aux groupes cibles de l'expérimentation se sont réparties de la façon suivante :

Centre de formation	Animateur	Thématique	Nb d'animation
CFA Furiani	Olympio	Sexualité	2
CFFA Borgo	Olympio	Sexualité	1
CFM (CFA) Ajaccio	Olympio	Sexualité	2

Au total 179 apprentis ont été concernés par ces animations, ce qui est supérieur à l'objectif quantitatif prévu. Auquel se sont rajoutés à titre exceptionnel 112 Lycéens (Hors dispositif expérimentation).

Au niveau des ressources humaines du CRIJ mobilisées le prestataire Olympio a systématiquement été accompagné par le chef de projet en Haute Corse et par l'animateur Santé Social en Corse du Sud.

Le CRIJ a complété ainsi son intervention en distribuant de la documentation de prévention (INPES) et des préservatifs. Une information sur les Centres de Dépistage Anonyme et Gratuit a également été faite par le CRIJ.

Les outils mis en oeuvre n'ont pas nécessité d'investissement. Le kit d'animation déployé est un produit développé par le Prestataire Olympio et disponible au sein de son catalogue d'outils de prévention. Les documentations et Préservatifs distribués par le CRIJ Corse ont été fournis gratuitement par l'Institut Nationale de Prévention et d'Education à la Santé. Le CRIJ a réalisé et déployé un questionnaire spécifique à l'animation (Cf. Annexe 8).

Ces animations ont bénéficié d'une couverture médiatique télévisuelle au niveau de la chaîne régionale France 3 Corse le 30 novembre 2010.

Phase d'achèvement

Les animations se sont terminées le 2 décembre 2010. Le Chef de Projet a centralisé les questionnaires des deux départements, la statisticienne a saisi et interprété les données et une analyse en a été faite.

De manière générale, 92,6 % des personnes ayant répondu au questionnaire sont satisfaites de l'animation. En effet, les participants disent avoir beaucoup appris sur la sexualité, les sentiments et les relations amoureuses, les préjugés, les différents moyens de contraception, la façon de se protéger des IST, sur l'importance d'être responsable, sur le respect et l'amour. Les participants ont également apprécié les nombreux débats car ça leur a permis d'entendre différents points de vue et de défendre leurs opinions.

L'animateur d'Olympio a été apprécié par la totalité des participants. 87,1 % des participants ont été très satisfaits ou satisfaits de la documentation distribuée. 88,9 % ont été très satisfaits ou satisfaits de la durée de l'animation. Certains regrettent que l'animation n'ait pas duré plus longtemps.

90,7 % des personnes ayant répondu au questionnaire ont déjà eu des rapports sexuels et 80,0 % d'entre eux utilisent un moyen de contraception et de prévention à chaque rapport. Les moyens de contraception cités sont le préservatif masculin (79,7 %) et la pilule (18,6 %). 60,6 % des jeunes femmes ont un suivi gynécologique annuel.

16,2 % des jeunes présents pensent que tous les moyens de contraception protègent des IST. Seuls 49,3 % citent les préservatifs masculins et féminins comme uniques modes de protection du VIH et des IST.

Cette analyse a été produite au 21 décembre 2010, date effective d'achèvement de cette action.

4) Action Santé Mentale et Estime de Soi

Phase de préparation

Cette action reposait sur deux axes d'intervention bien distincts. Le premier consistait en la mise en place d'une animation collective sur « L'estime de Soi » à destination des jeunes publics cibles. Le second consistait en la mise en place d'ateliers de travail à destination des professionnels animés par le Pr Marcel Rufo, visant à la création d'une équipe mobile pluridisciplinaire, pouvant réduire les inégalités d'accès aux soins entre les jeunes en fonction de leur lieu de résidence et à répondre à l'urgence psy.

Dans les deux cas il s'agissait de deux actions totalement nouvelles pour le CRIJ Corse qui ont nécessité un temps d'ingénierie de la part de la Directrice de Projet et du Chef de Projet concernant la méthodologie et le choix des prestataires.

C'est à nouveau le prestataire Olympio qui a été retenu pour l'animation collective en raison de son offre adaptée à travers un outil d'animation intitulée « Pas si nul ».

La méthodologie avec le Pr Marcel Rufo, qui a l'habitude de travailler avec le CRIJ Corse, n'a pas posé de difficultés particulières, celui-ci faisant preuve d'une certaine réactivité pour adapter et reformuler ses interventions en cas de besoin.

Il convient de bien distinguer ces deux axes d'interventions dans différentes phases.

Phase de lancement

- Animation collective « pas si nul » -

Les animations collectives ont démarré le 2 février 2011. Leur déploiement n'a pas posé de problèmes particuliers et la planification a été répartie entre les centres de formation et les C.F.A en fonction de leurs contraintes pédagogiques.

Les animations concernant les groupes cibles se sont réparties comme suit.

Centre de formation	Animateur	Thématique	Nb d'animation
CFA Furiani	Olympio	Estime de Soi	6
ID Formation Corté	Olympio	Estime de Soi	1
ID Formation Ghisonaccia	Olympio	Estime de Soi	1
CFA Ajaccio	Olympio	Estime de Soi	1
FALEP 2A Ajaccio	Olympio	Estime de Soi	1

On relève dans la répartition un déséquilibre au bénéfice des apprentis de Haute Corse (60% de l'effectif total sensibilisé), mais l'intérêt marqué du CFA de Furiani pour cette formation nouvelle a permis de compenser le nombre d'animation en moins par rapport aux Centre de Formation dont les stagiaires étaient indisponibles (Période Stage Entreprise).

Au niveau des ressources humaines du CRIJ mobilisées le prestataire Olympio a systématiquement été accompagné par le chef de projet en Haute Corse et par l'animateur Santé Social en Corse du Sud.

Les outils mis en oeuvre n'ont pas nécessité d'investissement. Le kit d'animation déployé est un produit développé par le Prestataire Olympio et disponible au sein de son catalogue d'outil de prévention. Le CRIJ a réalisé et déployé un questionnaire spécifique à l'animation (Cf. Annexe 9).

Ces animations ont bénéficié d'une couverture médiatique au niveau du quotidien Corse Matin le 9 février 2011, lors de l'intervention au CFA d'Ajaccio.

- Atelier « équipes mobiles pluridisciplinaire » -

Le Professeur Marcel Ruffo étant très sollicité il a été difficile d'obtenir des dates d'intervention rapidement, ce qui a retardé la programmation initialement prévue. Entre temps un atelier initialement prévu le 26 avril à Bastia a été annulé pour contraintes professionnelles par Marcel Ruffo.

L'action a donc débuté le 27 avril 2011 à Ajaccio. Le CRIJ Corse et le Prestataire ont été surpris par le niveau de faible participation à ce premier atelier (10 personnes) malgré les efforts particuliers du CFM d'Ajaccio pour nous accueillir et permettre au plus grand nombre de participer. Cette désaffection en Corse du Sud doit être mise en relation avec un Turn Over au niveau de l'équipe de l'antenne d'Ajaccio (Trois interlocuteurs différents sur le poste d'animateur santé social au cours des deux mois précédents) qui a impacté négativement la promotion de l'action. Un autre atelier s'est tenu à Bastia le 16 mai 2011 dans les locaux du CRIJ réunissant 12 personnes (dont 6 centres de formations). Enfin, la réunion de synthèse régionale des travaux initialement programmée le 19 décembre 2011 à Bastia à été reportée selon le souhait du prestataire. Cette action a souffert de façon collatérale de la situation difficile du CRIJ dont la fermeture a été évoquée en septembre 2011 et dont la Directrice a démissionné en octobre 2011.

D'une manière générale, dans un contexte sociale et médiatique particulièrement pesant pour les personnels du CRIJ Corse, il a été difficile de promouvoir de façon convaincante nos actions au niveau de nos partenaires. Il ne s'agit pas nécessairement d'un manque d'information de la part du porteur de projet, mais plutôt d'un manque d'efficacité de la communication spécifique à cette action, confrontée à une communication extérieure sur les difficultés que connaissait le CRIJ Corse. A titre de comparaison, des ateliers sur d'autres thématiques de santé organisés avec le même prestataire en octobre 2008 attiraient en moyenne 20-25 professionnels insulaires. Cela ne remet pas en cause la pertinence de l'action qui correspondait à un besoin identifié par de CRIJ et de nombreux partenaires.

Au niveau des moyens mobilisés, seul le chef de projet a accompagné Marcel Rufo. Il n'y avait pas d'outils particuliers déployés en dehors de documents de synthèse internes du CRIJ sur les accompagnements effectués en direction des jeunes en Corses depuis 2008.

Ces ateliers ont bénéficié d'une couverture médiatique au niveau du quotidien Corse Matin le 16 mai 2011, lors de l'intervention au CRIJ de Bastia.

Phase d'achèvement

- Animation collective « pas si nul » -

Les animations se sont terminées le 9 février 2011. Le Chef de Projet a centralisé les questionnaires des deux départements, la statisticienne a saisi et interprété les données et une analyse en a été faite.

De manière générale, 97,0 % des 217 personnes ayant assisté à l'atelier Pas si nul sont satisfaits ou très satisfaits de l'animation et ont apprécié le fait d'apprendre sur ce sujet avec humour et respect des différents points de vue.

90,5 % des participants ont pris conscience, grâce à cette animation du lien entre être bien dans sa peau et avoir confiance en ses propres qualités. Les participants disent avoir beaucoup appris sur les notions de respect et de confiance en soi. Ils se sont rendu compte de l'importance de s'aimer tel que l'on est pour pouvoir avancer, il ne faut pas chercher la perfection mais être perfectible et mettre de côté les remarques négatives. Enfin, il faut se donner les moyens d'être heureux et de réussir car nous sommes les seuls acteurs de notre vie.

Seuls 59,3 % des participants déclarent que le regard des autres ne leur pèse pas. 20,7 % ont déjà été gênés quelques fois par le regard des autres et 7,4 % sont souvent gênés. 43,2 % ont déjà douté quelques fois de leurs propres capacités ou de leur image et 11,4 % en doutent souvent.

L'animateur d'Olympio a été très apprécié par 83,0 % des participants et apprécié par 16,3 %. 95,3 % ont été satisfaits de la durée de l'animation. Certaines personnes regrettent que l'animation n'ait pas duré plus longtemps car une animation plus longue aurait permis de détailler davantage le sujet et d'en apprendre davantage.

Un certain nombre de participants aimerait en savoir plus sur le sujet, notamment comment avoir confiance en soi et comment surmonter l'indécision et le mal-être de façon permanente.

Cette analyse a été produite au 25 février 2011, date effective d'achèvement des actions collectives en santé mentales.

- Atelier « équipes mobiles pluridisciplinaire » -

Indépendamment de la volonté du CRIJ la réunion de synthèse régionale s'est tenue à Bastia le 27 février 2012, date effective de l'achèvement de l'action Santé Mentale au titre de l'expérimentation. Une communication presse a été faite, en partenariat avec le Resado2B mais non publiée.

Un temps de travail du Chef de Projet a été consacré à la rédaction d'un compte rendu à destination de l'évaluateur.

5) Action Prévention Equilibre Alimentaire

Phase de préparation

Même si le CRIJ Corse avait déjà mené des animations de prévention sur la thématique de la nutrition, cette action, dans sa conception et méthodologie était nouvelle, car elle consistait à regrouper au cours d'une même animation une animation collective et des bilans nutritionnels individuels.

Au niveau des ressources humaines mobilisées par le CRIJ, à partir du 7 janvier 2011 le chef de projet et l'animateur Santé Social d'Ajaccio ont consacré un temps de travail de coordination et de planification des différentes animations. En outre le Chef de projet a veillé à harmoniser les outils déployés par les différents prestataires dans les deux départements.

Phase de lancement

Dès la phase de lancement le prestataire qui travaille habituellement avec le CRIJ a annoncé son indisponibilité professionnelle. Deux remplaçantes lui ont succédé, ce qui a perturbé l'organisation du planning en Corse du Sud. Malgré ces complications l'action a démarré à la date prévue, soit le 18 mars 2011. Les animations ont été programmées durant la durée de l'expérimentation et se sont réparties comme suit en 2011.

Centre de formation	Animateur	Thématique	Nb d'animation
CFA Porto Vecchio	Mme Alard	Nutrition	2
ID Formation Ajaccio	Mme Alard	Nutrition	1
CFA Propriano	Mme Loidi	Nutrition	1
ID Formation Corté	Mme Lecat	Nutrition	1
FALEP 2A Ajaccio	Mme Loidi	Nutrition	1
Sigma Formation bastia	Mme Lecat	Nutrition	2
ID Formation Folelli	Mme Lecat	Nutrition	1
CFA Furiani	Mme Lecat	Nutrition	2
ID Formation Calvi	Mme Lecat	Nutrition	2
CFAA Sartène	Mme Loidi	Nutrition	2
CCI/IMF Borgo	Mme Lecat	Nutrition	1
Alpha Formation Bastia	Mme Lecat	Nutrition	1

On peut opérer le même constat que pour les animations collectives concernant les addictions, c'est la première fois que le CRIJ Corse a pu déployé au niveau de tout le territoire régional une campagne de prévention aussi importante sur la thématique de l'équilibre alimentaire. Cet effet positif résulte directement de l'expérimentation. Les objectifs prévisionnels de cette action concernant les groupes cibles ont été atteints et dépassés aussi bien sur le plan quantitatif (192 jeunes cibles au lieu de 100) que qualitatif, la répartition entre stagiaires et apprentis ciblés étant équilibrée.

Au niveau des ressources humaines du CRIJ mobilisées pour cette action les prestataires ont systématiquement été accompagnés par le chef de projet en Haute Corse et par l'animateur Santé Social en Corse du Sud (Sauf au CFAA de Sartène). La documentation INPES sur la nutrition (Gratuite) a été distribuée par le CRIJ Corse.

Les 3 diététiciennes engagées sur cette action disposaient des mêmes outils d'évaluation conformément aux conventions établies avec le CRIJ. Cet outil alternait une enquête de satisfaction avec un QCM d'une quinzaine de questions portant sur la nutrition. Elles ont réalisé un document d'évaluation très détaillé après chaque animation et qui a été transmis au CRIJ.

Phase d'achèvement

Les animations se sont terminées le 23/05/2011. Le Chef de Projet a rédigé un rapport pour la C.T.C sur la base des différentes évaluations fournies par les diététiciennes qui font ressortir quelques tendances.

Sur la pertinence de l'animation équilibre alimentaire par rapport à leurs attentes, les apprentis se déclarent très satisfaits à 35% et satisfaits à 55%. Les stagiaires très satisfait à 60% et satisfaits à 36%. On peut parler d'une réelle adhésion de la part des jeunes cibles à ce type d'action.

Concernant le caractère éducatif de l'animation 88% des apprentis et 82% des stagiaires, indiquent avoir eu accès à des nouvelles connaissances résultantes des animations.

Concernant le contrôle de leur niveau de connaissance sur la nutrition et l'équilibre alimentaire le QCM déployé par les diététiciennes a mis en évidence des différences de niveaux que met en relief ce tableau de synthèse régionale.

	Toutes les réponses correctes	Toutes les réponses fausses
Apprentis	53 %	27 %
Stagiaires	68 %	2 %

Enfin sur les 192 jeunes, 51 ont accepté d'effectuer un bilan nutritionnel gratuit après l'animation collective.

L'action s'est définitivement achevée au 30 mai 2011, date de rédaction de cette synthèse.

6) Action Prévention Cyberdépendance (Téléphonie, Réseaux Sociaux, Jeux en ligne)

Phase de préparation

Le CRIJ avait initialement positionné le Pr. M.Stora pour effectuer cette action. L'action devant débiter vers la mi-avril 2011, le chef de projet a essayé de contacter Mr Stora à partir du 17 octobre 2011. Le CRIJ Corse a appris à cette occasion, en contactant l'Observatoire des Mondes Numériques à Paris, que Mr Stora n'était plus disponible car il était devenu entre temps consultant pour une grande entreprise. Le Porteur de projet a consacré un temps de travail important à la recherche d'un nouveau prestataire, aidé en cela par son partenaire le Resado 2B. Après avoir essuyé de nombreux refus, nous avons joint au mois de mars 2011 le Pr Marc Valeur de l'Hôpital de Marmottan à Paris, ce dernier nous a orienté vers une collaboratrice, Elisabeth Rossé, qui a donné un accord de principe.

Au moment de finaliser la planification des interventions au mois d'Avril, Mme Rossé s'est désisté. Ce qui a posé problème n'est pas le cadre de l'action, mais plutôt son organisation articulée autour de plusieurs journées d'intervention en Corse. C'est un réel problème de disponibilité qui a empêché de nombreux prestataires potentiels de répondre à la demande du CRIJ.

Face à cette situation pouvant remettre en cause l'action, nous avons contacté au mois de mai 2011 la D.R.J.S.C.S, représentée au sein de notre comité de pilotage, qui nous a orienté vers un nouveau prestataire, le Pr Yann Leroux. Celui-ci a accepté de répondre à la demande du CRIJ à condition de reporter l'action au dernier trimestre 2011 et de profiler sensiblement la méthodologie de l'action sans en compromettre les objectifs. C'est bien la D.R.J.S.C.S qui a permis, par son orientation pertinente, de débloquent la situation.

Phase de lancement

Compte tenu de l'important retard accumulé, seuls 2 objectifs sur 3 pouvaient être raisonnablement atteints, à savoir les ateliers d'échange avec les professionnels et la réalisation d'un Kit de prévention. Même si ce kit sera effectivement déployé en direction des jeunes publics il ne pouvait plus concerner les publics cibles dans le dernier trimestre de l'expérimentation. Initialement il avait été convenu avec Yann Leroux deux interventions en Novembre 2011 et la réunion régionale de synthèse le 15 décembre. Pour des contraintes de dernières minutes Yann Leroux a annulé l'atelier du 17 novembre prévu à Bastia.

L'intervention en direction des professionnels a donc débuté à Ajaccio le 24 novembre 2011 et réunit 23 professionnels dont une majorité d'infirmières scolaires. L'atelier suivant a été programmé sur Bastia le 15 décembre 2011 et réunit 27 personnes. La fréquentation de ce dernier atelier correspond à une fréquentation normale dans ce type d'actions déployées par le CRIJ en direction des professionnels, pourtant la même communication a été faite en direction des professionnels que pour l'action avec le Pr Rufo. Entre temps la Collectivité Territoriale de Corse avait exprimé un vote unanime pour la préservation du CRIJ Corse comme outil de service public. Nous voyons bien qu'il y a une relation directe entre la représentation sociale et publique du porteur du projet et l'efficacité de sa communication sur quelque action que ce soit. Yann Leroux a donc bénéficié d'un contexte plus favorable et l'action a donc été plus efficiente en terme de professionnels mobilisés.

Les débats ont été très animés sur la notion de « cyberdépendance », réfutée actuellement par de nombreux spécialistes. Les questionnements des professionnels se sont recentrés autour des comportements abusifs et problématiques des utilisateurs de technologie de loisirs et de communication (Jeux en ligne, Réseaux Sociaux, téléphonie).

En terme de ressources humaines le CRIJ Corse a mobilisé le Chef de Projet en tant qu'animateur technique, chargé de déployer un ordinateur, un vidéo projecteur et une console de jeux vidéos.

En terme d'investissement il a été nécessaire d'acheter une console de jeux vidéos PS 3.

Ces animations ont bénéficié d'une couverture médiatique au niveau du quotidien Corse Matin le 15 décembre 2011, lors de l'intervention au LEP Jean Nicoli de Bastia.

Phase d'achèvement

La réalisation du Kit de cyber-prévention a nécessité plusieurs journées de travail de la part du chef de projet entre le 15 décembre et le 29 décembre 2011 (cf. annexe 10).

Ce kit consiste en un site Internet 'off line' livrable sur clé USB ou communicable par mél pour tout professionnels qui souhaite s'en emparer. Chaque rubrique comporte une série de vidéos qui servent de supports d'animation. Un 'tutorial' d'animation pour le professionnel et une page de liens utiles.

La réunion de synthèse s'est également tenue au LEP Jean Nicoli de Bastia le 15 mars 2012 et a servi à valider au plan régional le Kit de prévention développé conjointement par le CRIJ Corse et le Resado2B. 19 professionnels déjà rencontrés se sont déplacés, majoritairement de Haute Corse.

Cette action s'est donc réellement achevée le 15 mars 2012 pour des raisons totalement indépendantes de la volonté du porteur de projet.

Au niveau du respect du calendrier d'exécution, 99 % des actions prévues se sont bien achevées dans les délais de l'expérimentation conformément à ce qui était prévue dans la convention. Ce résultat est du point de vue du porteur de projet positif, car dans la conduite de tout projet, le temps prévisionnel est toujours une donnée incertaine.

Si le dispositif expérimenté est resté dans le champ des activités traditionnelles du CRIJ Corse et de ses pratiques professionnelles, il a impacté fortement son fonctionnement du point de vue le l'organisation du travail et de la réaffectation des missions.

L'accroissement considérable des entretiens individuels concernant les groupes cibles et les groupes témoins sur le seul secteur Santé de la structure, le nombre d'animations collectives de santé publique à déployer, ont majoritairement mobilisé les ressources humaines de la structure du secteur Santé au détriment d'autres actions thématiques hors expérimentation.

Dans le même temps, aucun opérateur relevant du droit commun n'avait pu positionner une campagne de suivi et de prévention en santé publique de cette importance au plan régional.

Restitution finale du porteur de projet
Annexe 2 - Calendrier de déroulement de l'expérimentation - Actions mises en œuvre

Numéro du projet	AP2_030	Description synthétique de chaque action	Spécifique au caractère expérimental du projet (oui/non)	Durée en mois	Ressources humaines mobilisées				Ressources matérielles mobilisées		Autre (préciser)
					Effectifs	ETP	Type de personnel concerné (qualifications)	Achats	Prestations de services		
1. Préparation du projet											
		01/07/2010 au 30/05/2011									
Action n°1		Action Accès aux soins et droits sociaux	non	3 mois	3	0,073	Niveau I à III	oui	non		
Action n°2		Action Prévention Addiction (Tabac/Alcool)	non	1 semaine	4	0,009	Niveau I à III	non	non		
Action n°3		Action Prévention Sexualité resp. et IST	non	1 semaine	2	0,01	Niveau I à III	non	non		
Action n°4		Action Santé Mentale et Estime de Soi	oui	1 semaine	2	0,01	Niveau I à III	non	non		
Action n°5		Action Prévention Equilibre Alimentaire	no n	1 semaine	2	0,01	Niveau I à III	non	non		
Action n°6		Action Prévention Cyberdépendance	oui	1 semaine	1	0,01	Niveau I à III	oui	non		
2. Lancement de l'expérimentation											
		20/10/2010 au 24/11/2011									
Action n°1		Action Accès aux soins et droits sociaux	non	9 mois	8	1,12	Niveau I à III	non	non		
Action n°2		Action Prévention Addiction (Tabac/Alcool)	non	13 mois	4	0,06	Niveau I à III	non	oui		
Action n°3		Action Prévention Sexualité resp. et IST	non	2 semaines	4	0,03	Niveau I à III	non	oui		
Action n°4		Action Santé Mentale et Estime de Soi	oui	8 mois	4	0,05	Niveau I à III	non	oui		
Action n°5		Action Prévention Equilibre Alimentaire	no n	3 mois	4	0,05	Niveau I à III	non	oui		
Action n°6		Action Prévention Cyberdépendance	oui	4 mois	2	0,01	Niveau I à III	non	non		
3. Achèvement de l'expérimentation											
		21/12/2010 au 15/03/2012									
Action n°1		Action Accès aux soins et droits sociaux	non	2,5 mois	3	0,01	Niveau I à III	non	non		
Action n°2		Action Prévention Addiction (Tabac/Alcool)	non	1 semaine	1	0,005	Niveau I à III	non	non		
Action n°3		Action Prévention Sexualité resp. et IST	non	1 jour	2	0,008	Niveau I à III	non	non		
Action n°4		Action Santé Mentale et Estime de Soi	oui	2 semaines	2	0,008	Niveau I à III	non	non		
Action n°5		Action Prévention Equilibre Alimentaire	no n	1 jour	1	0,005	Niveau I à III	non	non		
Action n°6		Action Prévention Cyberdépendance	oui	2 semaines	1	0,02	Niveau I à III	non	non		
4. Achèvement de l'évaluation											
		30/05/2011 au 15/03/2012									

De grandes difficultés ont été rencontrées par rapport à ce qui était prévu. L'équipe en charge de l'expérimentation a du tout à la fois gérer un retard dans le démarrage des actions de formation, des départs de personnels, des désaffections de prestataires, un problème interne de gestion et de gouvernance. Compte tenu de tous ces paramètres négatifs, l'expérimentation a été réalisée conformément aux objectifs sur la base d'une réactivité et d'une solidarité du personnel du CRIJ, d'un soutien de certaines tutelles (DRJSCS, C.TC) et d'une charge de travail plus importante que prévue pour certains salariés.

L'évaluateur a intégré les contraintes environnementales et les difficultés du porteur de projet, pour autant l'ancienne directrice de projet n'avait pas intégré l'importance du surcroît d'activité liée à l'évaluation. L'évaluateur a adapté sa méthodologie pour nous permettre de pouvoir atteindre des objectifs réalistes. L'évaluation en temps que telle n'a pas été vécue par les personnels comme une contrainte sur l'action, mais bien comme un outil à intégrer dans une stratégie de valorisation de certaines missions du CRIJ Corse.

Du reste l'évaluateur a eu un contact très régulier avec les personnels et a toujours respecté le cadre de travail commun et les échéances définies collectivement.

B. Partenariats

1. Partenaires opérationnels

Nom de la structure partenaire	Rôle dans l'expérimentation
D.R.C.S.J.S	Référent Etat et Appui Technique
C.T.C – Service Formation Professionnelle	Coordination régionale du suivi des stagiaires
Mission Locale	Prescription des Bilans pour les stagiaires
Centre de Santé CPAM Haute Corse	Réalisation des Bilans Médicaux
PMI Conseil Général Corse du Sud	Réalisation des Bilans Médicaux
Protection Judiciaire de la Jeunesse	Co-suivi Jeunes sous mains de Justice
Resado2B	Référent Santé Mentale et Appui technique
ANPAA des deux départements	Orientation Addictions
CIDAG Corse du SUD	Orientation IST-VIH-SIDA
CDAG Corse du SUD	Orientation IST-VIH-SIDA
Aiutu Corsu	Co-animation IST-VIH-SIDA
CDAD des deux départements	Orientation Accès aux droits
Sécurité Routière	Mise en oeuvre d'actions complémentaires
Université de Corse	Soutien Institutionnel

La D.R.C.S.J.S. a su épauler le CRIJ Corse quand il rencontrait des difficultés de mise en oeuvre d'actions, de ce point de vue l'appui technique a été très efficient.

Le Service de la Formation Professionnelle de la Collectivité Territoriale de Corse a joué son rôle de coordination en faisant remonter par la voie hiérarchique les éventuelles difficultés signalées par le CRIJ Corse (Absentéisme des stagiaires, non implication de certains partenaires).

La Mission Locale en Haute Corse a systématiquement prescrit un Bilan Santé Social pour les jeunes positionnés sur des stages d'insertion et un point régulier (5 fois pendant toute la durée des stages) a été fait avec le CRIJ Corse et les autres partenaires lors des CLOS. La Mission Locale en Corse du Sud n'a eu aucun contact avec le CRIJ Corse dans le cadre de l'expérimentation.

Le Centre d'Examen de Santé de la CPAM de Haute Corse a établi une co-gestion des Bilans Santé Sociaux avec le CRIJ Corse et respecté pleinement ses engagements en termes de moyens mis à disposition (Médecin, Infirmière, Dentiste) ainsi que de volume traité. Le CRIJ Corse envoyait une semaine à l'avance la liste des jeunes des groupes cibles positionnés sur les Bilans. Le Coordinateur Santé du CRIJ Corse jouissait de la mise à disposition d'un bureau pour faire passer les Bilans Santé Sociaux, intégré dans ce cas à un circuit complet.

La P.M.I du Conseil Général de Corse-du-Sud, à travers ses C.E.P.F. présents en Corse-du-Sud a accueilli systématiquement et de façon autonome des jeunes orientés par le CRIJ Corse pour les Bilans Médicaux. Les Bilans Santé Sociaux du CRIJ étaient effectués à part dans les centres de formation. Le Dr Gilles a été un partenaire très impliqué dans l'expérimentation en soulevant des questions éthiques sur l'encadrement des données à caractère médical.

La Protection Judiciaire de la Jeunesse a orienté une vingtaine de jeunes sous main de justice issus des deux départements pour effectuer des mesures de réparation assurées par le CRIJ Corse. 50% de ces jeunes faisaient partie des groupes cibles. On peut parler d'un dispositif complémentaire qui a renforcé la mission d'accompagnement santé social.

Le Resado 2B a joué son rôle d'appui technique pour tous les repérages problématiques concernant la souffrance psychique. Quand une situation complexe se présentait, le CRIJ Corse contactait le Resado 2B avant toute orientation vers un dispositif de droit commun. De plus, le Resado 2B a tenu tous ses engagements en temps que partenaire sur les deux actions Santé Mentale et Cyberdépendance. (Méthodologie, Communication vers les professionnels, accompagnement des actions en Corse-du-Sud). Ce partenariat a trouvé une traduction ultime dans la réalisation d'un outil de prévention « Kit de cyber-prévention ».

L'ANPAA s'est impliquée dans l'expérimentation trois mois après son démarrage à cause de difficultés liées à l'évolution de son statut en CSAPA Régional. Ce partenariat trouve sa cohérence dans le traitement des problématiques d'Addiction en amont et en aval. L'ANPAA était à la fois un des lieux d'orientation pour les problématiques d'addictions et assurait également les animations de santé collectives.

Les CDAG et CIDAG des deux départements sont les lieux uniques d'orientation des Jeunes en cas de problématiques IST-VIH-SIDA. Dans le même cadre d'intervention, Aiatu Corsu est un partenaire qui co-anime certaines actions de prévention avec le CRIJ Corse, notamment le 1^{er} décembre.

Les CDAD des deux départements sont les lieux uniques d'orientation pour l'accès aux droits et au soutien dans les démarches juridiques et/ou judiciaires.

La Sécurité Routière permet de compléter avantageusement les actions de l'expérimentation par des animations centrées sur les risques routiers et la consommation de produits.

L'Université de Corse a soutenu l'expérimentation et était désireuse de voir s'étendre le dispositif de l'accompagnement aux étudiants.

L'expérimentation a permis de renforcer des partenariats opérationnels avec un certains nombres d'acteurs associés au préalable au montage du projet.

Au niveau Institutionnel, les deux Conseils Généraux ont renforcé leur partenariat avec le CRIJ Corse. Une action de prévention commune (Contraception d'Urgence / IVG) est en cours de déploiement.

La collaboration avec le Resado 2B va se poursuivre, notamment dans le déploiement du kit de cyber-prévention et dans une co-ingénierie pour de futures actions de prévention.

Un nouveau partenariat a vu le jour à la suite de l'action Cyberdépendance, la ville de Bastia souhaite le déploiement d'un Kiosque Information Jeunesse au sein de la Maison des Quartier Sud (Z.U.S), qui sera financé dans le cadre du C.U.C.S.

Le CRIJ Corse renforce également l'animation du Réseau Information Jeunesse en accentuant son partenariat opérationnel avec le Bureau Information Jeunesse de Corte, a proximité de l'Université de Corse.

La Mission Locale avait été intégrée dans le montage du projet comme un partenaire stratégique. La première réunion de formalisation sur une méthodologie de travail commune a débouché sur un désaccord de fond, la Mission Locale estimant que le concept de l'expérimentation était discriminant et ne correspondait pas à son éthique, ce qui explique son désistement.

La dynamique partenariale ne continuera pas dans son intégralité à l'issue de la période expérimentale. Les principaux financeurs du CRIJ Corse ont réduit de façon drastique les subventions sur les missions de prévention en Santé Publique. De fait, le CRIJ Corse n'est plus en mesure en 2012 de continuer à déployer un dispositif similaire à celui expérimenté, il n'a d'ailleurs plus la capacité financière et les moyens humains pour assurer les missions traditionnelles précédant l'expérimentation sur tout le territoire régional.

2. Partenaires financiers

Le premier contributeur financier de l'expérimentation a été la Collectivité Territoriale de Corse qui a alloué une subvention spécifique en octobre 2010. Le second contributeur a été la CPAM de la Haute-Corse qui a mis, sous forme de contributions volontaires en nature, à disposition le personnel et les moyens techniques de son Centre d'Examen de Santé.

Le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse a complété le montage financier du dispositif.

Concernant la C.T.C. il n'y a plus eu d'Appel offre concernant cette mission et aucune subvention n'a été allouée au CRIJ Corse pour continuer le dispositif expérimental. Le service de la formation professionnelle concerné nous a indiqué qu'une réflexion interne était en cours.

De plus, la CPAM de la Haute-Corse, a conventionné le 11 octobre 2011 avec la Mission Locale qui effectue actuellement les Bilans Santé Sociaux qu'effectuait le CRIJ Corse.

Il est difficile de mesurer si le co-financement du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse a été un levier ou un facteur d'éviction pour d'autres partenaires financiers. C'est plutôt un contexte plus général de restriction budgétaire qui est à l'origine de choix et priorité de financements de la part des partenaires financiers.

Financements	Part de ces financements dans le budget total de l'expérimentation (hors évaluation) en %
Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse	25 %
Cofinancement Collectivité Territoriale de Corse	32 %
Contributions en nature CPAM Haute Corse	42,5 %
Autofinancement	0,5 %

C. Pilotage de l'expérimentation

Dès le début de l'expérimentation les partenaires potentiels ont été invités à s'associer à la constitution du comité de pilotage. Il a été nécessaire pour cela de bien expliquer à chaque partenaire les méthodologies et les contraintes liées à l'évaluation. Deux partenaires se sont désistés (Mission Locale, Centre d'Aide à la Décision). La constitution a été arrêtée par le CRIJ Corse le 11 octobre 2010.

Les partenaires qui ont effectivement intégré le comité de pilotage sont :

- Direction Départementale Jeunesse et Sports,
- Collectivité Territoriale de Corse, Service Formation,
- Université de Corse,
- Centre de Formation des Apprentis de la Haute Corse,
- Centre de Formation des Métiers de la Corse du Sud,
- Resado 2B,
- Lycée Maritime et Aquacole de Haute Corse,
- Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification,
- Conseil Général de la Haute Corse,
- Conseil Général de la Corse du Sud,
- Elie Gallon, EGC, Evalueur,

Il y a eu 3 réunions trimestrielles du comité de pilotage contre 12 initialement prévues.

Les 2 DDJS, les Centres de Formation des apprentis et le Resado2B ont joué un rôle prévalent dans l'animation du pilotage du dispositif.

C'est également le cas du service de la formation professionnelle de la Collectivité Territoriale de Corse au niveau des CLOS, instance de coordination à l'échelon des centres de formation. Pour autant la C.T.C n'a pas « éclairé » les partenaires sur la répartition des missions concernant le suivi des jeunes par le CRIJ Corse et la Mission Locale. Cette donnée a compliqué la coordination entre tous les partenaires.

L'indisponibilité et la non implication de nombreux partenaires, surtout en Corse-du-Sud, a impacté de façon négative la mission de pilotage et de coordination. Il n'a pas été possible de développer d'outil de coordination et pilotage commun avec les partenaires. A contrario, des partenaires qui n'ont pas participé au comité de pilotage ont collaboré à la mise en place des groupes témoins pour les besoins de l'évaluation.

Les échanges avec les autres expérimentateurs ont été très utiles pour le CRIJ Corse. Trois porteurs de projets assez proches de ce celui du CRIJ Corse ont permis de confronter des réalités de terrains très différentes d'une région à l'autre (Maillages des réseaux partenariaux, contraintes géographiques, volumes des ciblage, méthodologie). La restitution de cet échange a, par exemple, servi directement au cours l'action animée par Marcel RUFO. Les informations données par les animateurs du F.E.J. ont également rassuré le porteur de projet sur les possibilités d'adaptation du calendrier d'action et de la méthodologie à des contraintes nouvelles.

III. Enseignements généraux de l'expérimentation

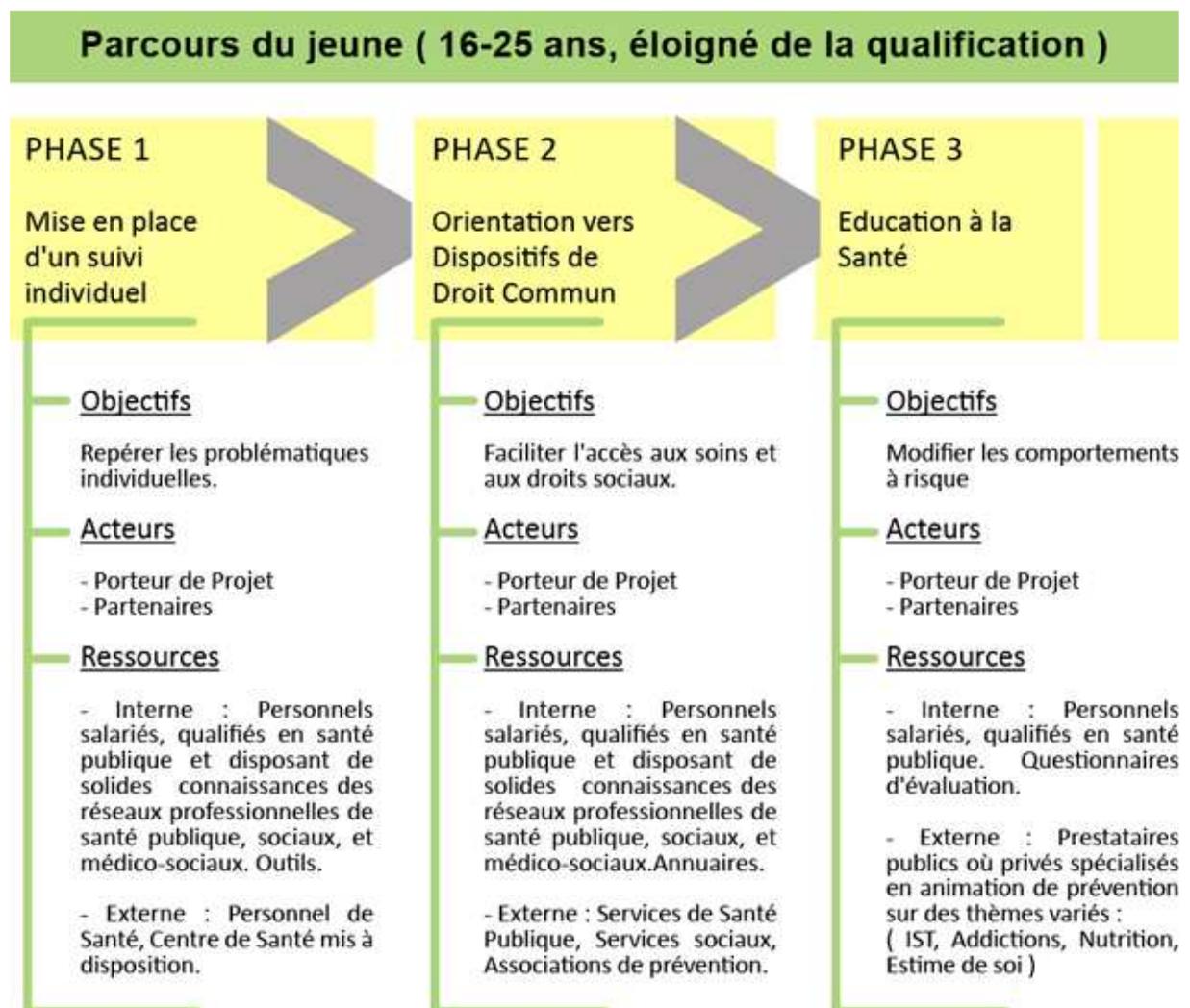
A. Analyse du dispositif expérimenté

Objectifs

La finalité du dispositif est de créer les conditions de l'insertion sociale des individus les plus éloignés de la qualification. Il a pour finalité d'intégrer les publics 16-25 ans en formation aux différents dispositifs de droits communs pour :

- améliorer l'accès à l'information
- améliorer le taux et la qualité du recours aux soins généralistes
- améliorer l'accès aux droits sociaux
- améliorer le taux d'accueil et d'écoute des jeunes en souffrance psychologique ainsi que le recours aux soins de santé mentale quand nécessaire
- améliorer le nombre et la qualité des actions de prévention et d'éducation pour la santé des jeunes, avec les jeunes

Phases opérationnelles



B. Enseignements et conditions de transférabilité du dispositif

1) Public Visé

Tous les partenaires institutionnelles (Région, Département, Ville) et opérationnels (Mission Locale, CRIJ, CIO, etc...) impliqués dans le positionnement des jeunes sur les dispositifs de formation et d'insertion hors éducation nationale doivent être parfaitement identifiés et associés au montage du projet et à la définition qualitative et quantitative des groupes cibles concernant le dispositif. L'absence d'un partenaire peut compromettre de façon plus ou moins significative le bon déroulement du dispositif.

En cas de difficultés à atteindre le public visé, plusieurs solutions sont à envisager :

- Alerter et mobiliser les acteurs institutionnels pour vérifier s'il n'y a pas de difficultés ou de dysfonctionnements au niveau des partenaires opérationnels.
- Rechercher des publics nouveaux (Jeunes chômeurs, dispositifs spécifiques des C.C.I, etc...)
- Reconsidérer la méthodologie d'évaluation sur les groupes témoins avec l'évaluateur.

2) Actions menées dans le cadre du dispositif testé

L'accompagnement Individuel

Les missions découlant de cette action sont à quantifier précisément, car en fonction du volume de jeunes ciblés le porteur de projet doit prévoir les moyens humains et matériels pour cet accompagnement, afin d'assurer les missions suivantes :

- Mission de repérage des problématiques (Temps d'entretien individuel par jeune, Production du support de l'entretien, Temps de Traitement informatique des supports d'entretien dans un cadre légal, Logiciels de Traitement, Temps et fournitures pour le secrétariat)
- Mission d'orientation vers les dispositifs communs santé social (Recensement de tous les acteurs sociaux et de santé publique concernés, Conventions à établir en amont si mise à disposition de moyens, Evaluation des compétences en interne sur les compétences concernant le repérage et l'orientation des jeunes, recensement des partenaires en appui technique,)
- Mission de suivi (Temps disponible pour permanence du suivi individuel)

Le temps prévisionnel est toujours une donnée incertaine dans la conduite de tout projet, il est plus prudent d'anticiper les problèmes d'absentéisme aux entretiens individuels et les cas qui nécessitent plus de temps. Un temps de travail additionnel (marge de sécurité) doit être intégré pour l'exercice de cette mission.

L'Accompagnement collectif

Il s'agit de mettre en place des animations de prévention en rapport avec les problématiques individuelles repérées. Soit le porteur de projet élabore un projet pour des prestataires, soit

il peut conventionner avec des prestataires déjà financés par d'autres dispositifs (ARS, MILDT, Assurances, Fondations, etc...). Tout dépend du volume d'animations voulues et de la répartition territoriale par soucis d'équité vis-à-vis de tous les jeunes ciblés.

Dans le même temps il est important de présenter la logique de complémentarité des accompagnements individuels et collectifs aux centres de formation concernés. De leur implication dans la coordination des actions dépendra une bonne planification des animations. Prévoir un temps de présence à chaque animation car une animation collective débouche parfois sur une orientation vers un dispositif de droit commun, voir chez le prestataire ou partenaire effectuant l'animation.

Il est important de recenser tous les acteurs de prévention présents sur le territoire ciblé et de les associer en amont aux dispositifs. Ces informations peuvent être obtenues facilement auprès des ARS, DRCSJS.

L'accompagnement mutualisé

Il s'agit de mobiliser des partenaires opérationnels pour optimiser les suivis.

Il est utile de recenser les dispositifs de droit commun déployant des moyens pluridisciplinaires dans les prises en charge psychosociales (Maison des Adolescents, équipes mobiles). Une unité de lieu pour plusieurs interlocuteurs peut améliorer considérablement l'amorce d'un parcours de soin ou de projet de suivi éducatif chez un jeune concerné.

Des questions complexes peuvent survenir lors des suivis individuels, il est important de s'entourer de référents disponibles ayant une mission d'expertise et de coordination dans leur domaine de compétence (ex : réseau santé mentale).

Dans les deux cas il ne faut pas hésiter à conventionner avec ces partenaires et les associer au montage du projet.

Enfin, pour l'ensemble des phases opérationnelles de chaque axe d'intervention il convient de quantifier si les moyens humains et matériels nécessaires au processus d'évaluation seront similaires ou proches de ceux déployés pour les groupes cibles.

3) Partenariats, coordination d'acteurs et gouvernance

Le comité de pilotage associe les principaux partenaires institutionnels, financiers et opérationnels, il constitue l'organe de gouvernance et de coordination centrale.

Attention cependant à la définition du rythme de réunion car il n'est pas aisé de mobiliser tous les partenaires souvent. Un rythme bimensuel ou trimestriel semble plus adapté qu'un rythme mensuel.

Des niveaux de coordination intermédiaire peuvent être également constitués dans les centres de formation. Des coordinations délocalisées au niveau territorial peuvent également être mise en place (Antennes administratives, Antennes de centres de formation).

Quelque soit la formule choisit, pour la coordination d'acteurs il est conseiller d'associer une tutelle institutionnelle qui pourra ainsi arbitrer d'éventuelles difficultés entre partenaires.

La crédibilité du rôle du porteur de projet dans la coordination est étroitement associée à la lisibilité de son projet et des missions de l'équipe d'animation du projet.

L'animation du projet s'articule autour d'une Direction, d'un Chef de Projet, et d'une équipe technique dont les missions sont clairement définies. Cette identification vaut aussi bien pour la coordination externe avec les acteurs que pour la coordination interne avec les personnels qui ne seraient pas concernés par le dispositif.

4. Impacts sur la structure

Une mauvaise évaluation du temps de travail nécessaire au dispositif expérimenté peut entraîner une désorganisation du travail et des coûts de fonctionnement supplémentaires qui devront être souvent autofinancés.

Au niveau du personnel un surcroît d'activité trop important peut impacter les conditions de travail, voire même provoquer des remises en cause du dispositif. La cohérence et l'implication de l'équipe de projet est une donnée incontournable pour la réussite du projet.

La mise en oeuvre d'un dispositif expérimental mériterait une expertise technique en amont pour éviter tous les écueils. Toutes les structures, bien que possédant des ressources internes d'ingénierie projet n'ont pas nécessairement les compétences clés pour anticiper toutes les conséquences de mise en oeuvre d'un tel dispositif.

Un surdimensionnement des animations de prévention est une forte plus value pour la structure dans l'exécution de ses missions à destination des jeunes publics ciblés, mais cela peut aussi créer des tensions avec d'autres partenaires. Le dispositif doit prendre en compte le maillage des réseaux partenariaux, leurs missions et leurs places par rapport au dispositif. Le partenariat doit se concevoir de manière transversale et/ou complémentaire et non verticale et/ou concurrentielle.

Conclusion :

L'expérimentation portée par le CRIJ Corse a montré qu'il était possible d'améliorer considérablement un dispositif favorisant un meilleur accès à des dispositifs de droits commun. Cette expérimentation a généré un rayonnement externe important du porteur de projet et paradoxalement de grandes difficultés internes, d'où l'importance de dimensionner un projet en adéquation avec les ressources internes disponibles et nécessaires.

Malgré de nombreuses difficultés le CRIJ Corse a pu atteindre dans une large mesure les objectifs initiaux du projet. 648 jeunes ont bénéficié d'un Bilan Santé Social, 921 jeunes ont bénéficié d'animations d'éducation à la Santé. A l'échelle de la Corse c'est un public significatif qui a été directement concerné par ce projet.

Nous pouvons affirmer que rien ne s'oppose à la transférabilité de ce dispositif au plan régional ou national. Les problèmes de disparités d'échelles et de moyens à mobiliser selon les territoires conditionnent la réussite de cette transférabilité. Seule une synthèse globale de projets proches, relevant de l'expérimentation et déployés dans d'autres régions, pourra permettre d'affiner ces critères de réussite.

Restitution finale du porteur de projet
Annexe 3 - Liste des outils développés dans le cadre de l'expérimentation

Numéro du projet	AP2_030
-------------------------	---------

	Nom de l'outil	Fonction	Utilisateurs ou destinataires	Format (papier, électronique, etc.)	Transférable (oui/non)
1	Questionnaire Stagiaire cible	Repérer les problématiques	Porteur de projet	papier	oui
2	Questionnaire Apprenti cible	Repérer les problématiques	Porteur de projet	papier	oui
3	Questionnaire Jeunes Témoin	Repérer les problématiques	Porteur de projet	papier	oui
4	Questionnaire Tabac	Evaluer les animations de prévention	Porteur de projet ou Prestataire	papier	oui
5	Questionnaire Alcool	Evaluer les animations de prévention	Porteur de projet ou Prestataire	papier	oui
6	Questionnaire Olympio Sexualité	Evaluer les animations de prévention	Porteur de projet ou Prestataire	papier	non
7	Questionnaire Olympio Estime de Soi	Evaluer les animations de prévention	Porteur de projet ou Prestataire	papier	non
8	Kit cyber-prévention	Assurer des animations de prévention	Porteur de projet ou Partenaire	électronique	oui

Annexes obligatoires à joindre au fichier :

- **Tableau 1 sur les publics**
- **Tableau 2 sur les actions**
- **Tableau 3 sur les outils développés dans le cadre de l'expérimentation**



Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse

Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et de la Vie Associative
Direction de la Jeunesse, de l'Education Populaire et de la Vie Associative

Mission d'animation du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse

95, avenue de France 75 650 Paris Cedex 13

Téléphone : 01 40 45 93 22

<http://www.experimentationsociale.fr>